

# Plan de services en français

2017-2018

Ministère de l'Éducation  
et du Développement de  
la petite enfance



# **PLAN DE SERVICES EN FRANÇAIS 2017–2018**

**Ministère de l'Éducation et du  
Développement de la petite enfance  
de la Nouvelle-Écosse**

## Message de la sous-ministre

C'est avec plaisir que je présente le *Plan de services en français 2017–2018* pour le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance (MEDPE). La présentation d'un plan annuel est exigée par la *Loi sur les services en français* (2004) et son règlement.

Au sein du MEDPE, c'est la Direction des programmes et des services de langue française (DPSLF) qui est chargée de la coordination des services en français langue maternelle et en français langue seconde ainsi que des demandes de traduction venant d'autres directions pour se conformer à la Loi et à son règlement. Comme les plans d'autres ministères, le nôtre est bâti autour des objectifs du *Plan stratégique de la Nouvelle-Écosse pour les services en français 2013 – 2018*. De plus, le plan de notre ministère est conforme au *Plan d'action en matière d'éducation de la Nouvelle-Écosse*, de même qu'au plan opérationnel de la DPSLF.

Sandra McKenzie, sous-ministre  
Éducation et Développement de la petite enfance

# Introduction

La structure du présent *Plan de services en français* est déterminée par les articles 5, 6 et 7 du règlement sur les services en français. La manière de faire rapport sur les buts et les activités relève, quant à elle, du [Plan stratégique de la Nouvelle-Écosse pour les services en français 2013–2018](#).

Le Plan stratégique compte trois objectifs spécifiques :

1<sup>er</sup> objectif – Le leadership et l’orientation politique — Se faire le champion de l’élaboration de politiques, de la planification et des cadres administratifs pour la mise en œuvre de la *Loi sur les services en français* et de son règlement.

2<sup>e</sup> objectif – La disponibilité et l’accessibilité des services en français — Augmenter la portée des services en français et la sensibilisation à ces services par l’offre active, la communication, les ressources électroniques et imprimées et la capacité accrue des fonctionnaires d’offrir des services en français.

3<sup>e</sup> objectif – L’engagement et l’approche communautaires — Encourager la participation de la communauté acadienne et francophone à l’élaboration des politiques du gouvernement en vue d’améliorer la prestation des services en français.

Enfin, même si toutes les institutions publiques désignées doivent préparer un plan individuel de services en français basé sur les exigences ci-dessus, on s’attend à ce que les plans soient à l’image de l’optique et des initiatives de chaque ministère. Pour cette raison, les plans du MEDPE ont aussi reflété ses initiatives, surtout celles énoncées dans le *Plan d’action en matière d’éducation de la Nouvelle-Écosse*.

# Réponses aux demandes en français des parties intéressées

Une politique interne (*French-language Services Policy*), rédigée en 2009 et révisée en 2011, est le principal document qui guide le MEDPE pour ce qui est des communications et des publications en français.

- Toute correspondance (papier ou électronique) reçue en français doit recevoir une réponse en français.
- Dans la mesure du possible, les demandes orales de communiquer en français sont traitées par un employé bilingue.
- Tout document d'information (papier ou électronique), y compris le contenu Web destiné au public, doit être traduit. La demande de traduction doit être envoyée au coordonnateur des services en français du MEDPE.
- La version anglaise et la version française du document sont publiées simultanément. Le personnel de la DPSLF devrait participer aux premières étapes de tout projet, et les exigences liées à la traduction devraient être reflétées dans tous les plans de travail. Cela laisse suffisamment de temps pour la traduction et la vérification des documents avant la date prévue pour la diffusion.
- Tous les documents créés en anglais qui seront utilisés par le Conseil scolaire acadien provincial (CSAP) et des parties intéressées sont également fournis en français. Le même principe s'applique aux documents publics tels que les déclarations officielles émanant du bureau de la ministre, de même qu'aux lettres courantes que les bureaux de la ministre et de la sous-ministre adressent aux directeurs généraux et aux présidents des conseils scolaires.
- Les demandes de traduction devraient être faites par la personne qui a rédigé le document original en anglais. Habituellement, la traduction se fait à partir de la version finale du document original en format Word.

# Inventaire des services en français

Le MEDPE se distingue des autres ministères parce qu'au lieu de traiter les services en français comme un ajout, il a une direction entière qui se consacre aux programmes et aux services en français. Il se distingue aussi des autres ministères du fait que toutes ses publications et toutes ses communications sont publiées simultanément en anglais et en français, étant donné que nos élèves et nos enseignants en français langue maternelle, nos administrateurs et le personnel, tous comme les parents et les tuteurs de ces élèves font partie du public à qui les services sont offerts. Il y a aussi en Nouvelle-Écosse une importante population francophile qui choisit d'inscrire ses enfants aux programmes d'immersion. Il est essentiel de lui offrir des services qui répondent à ses besoins.

La DPSLF a été restructurée cette année pour créer la Division des partenariats pour les programmes de langue française, qui comprend une directrice, un coordonnateur des services en français, un traducteur, une réviseure et une coordonnatrice des programmes nationaux et des bourses.

La DPSLF est chargée de veiller à la traduction dans un délai opportun, et avec la nouvelle orthographe, de toutes les publications du MEDPE, qu'elles s'adressent aux programmes, au MEDPE ou à la communauté ou qui sont utilisées pour l'éducation en français langue maternelle et en français langue seconde. Elle veille à ce que la traduction soit de grande qualité.

Normalement, la plupart des traductions du MEDPE sont effectuées par un traducteur interne, et les autres demandes sont envoyées à l'équipe de traduction à Communications Nouvelle-Écosse (CNE). Cela signifie que la DPSLF ne peut pas relever de façon satisfaisante le défi d'offrir un service de traduction de grande qualité dans un délai raisonnable. C'est une situation qui exige plus d'attention pour appuyer les enseignants dans tous les programmes de français offerts en Nouvelle-Écosse.

Quand de nouveaux postes sont annoncés au sein de la DPSLF, les annonces paraissent en anglais et en français. Pour certains postes, une annonce en français est aussi publiée dans l'hebdomadaire *Le Courrier de la Nouvelle-Écosse*.

CNE prépare les communiqués de presse sur les activités ou les initiatives du MEDPE, et la décision concernant leur diffusion en français suit les lignes directrices de CNE et les dispositions du règlement sur les services en français. Toute exception doit être approuvée par la sous-ministre, en consultation avec la directrice administrative de la DPSLF.

Comme par le passé, un accent particulier a été mis sur le soutien aux initiatives et aux changements décrits dans le *Plan d'action de la Nouvelle-Écosse en matière d'éducation*. La traduction fidèle et en temps opportun de toutes les publications se poursuit, mais le besoin de coordonner attentivement cette fonction est redevenu particulièrement important avec la fusion de la Division des services en français langue maternelle et de la Division du français

langue seconde en une seule direction et avec la préparation de programmes d'enseignement remaniés pour l'ensemble du système scolaire et de matériel de soutien pour les salles de classe.

Cette année, la Direction du développement de la petite enfance (DDPE) a demandé la traduction des révisions aux modules d'orientation, du rapport d'évaluation provincial sur la première année des centres de la petite enfance et de diverses notes de service ainsi que de la correspondance de la DDPE aux parties prenantes du secteur de la petite enfance. Sur une base continue, la DDPE rend accessible en français son Programme d'initiation pour les employés qui travaillent dans une garderie agréée. La DPSLF fournit aussi des services d'élaboration d'interventions préventives en français (Early Intervention Development Services) aux familles dans les régions de Clare et d'Argyle. Le site Web contient des informations en français.

Parmi nos réalisations cette année, on compte les suivantes :

- perfectionnement pour les enseignants de la 4<sup>e</sup>, de la 5<sup>e</sup> et de la 6<sup>e</sup> année (mai 2016) et pour les enseignants de la maternelle à la 3<sup>e</sup> année (automne 2016) dans le cadre du plan d'action;
- sondage en ligne et document de travail, qui ont servi à l'élaboration d'une politique provinciale sur l'assiduité des élèves;
- distribution des nouvelles normes d'enseignement en français aux enseignants du programme en français langue maternelle et du programme de français langue seconde.

L'inventaire des services en français ne serait pas complet sans une certaine compréhension de la compétence en français des employés du MEDPE. La plus récente version du sondage *Comment ça va au travail?* (2015) comprenait des questions sur les compétences en français. Parmi les personnes qui ont répondu au sondage au MEDPE, 44 p. 100 ont dit avoir une capacité de base en communication orale, 14 p. 100 ont fait état d'une capacité intermédiaire et 14 p. 100 encore ont dit avoir une capacité avancée. Au chapitre de la lecture, 42 p. 100 des employés ont fait état d'un niveau de base, 19 p. 100 d'un niveau intermédiaire et 14 p. 100 d'un niveau avancé. De plus, 42 p. 100 des employés qui ont répondu au sondage avaient une capacité de base en rédaction en français, tandis que 8 p. 100 et 13 p. 100 respectivement avaient une capacité intermédiaire ou avancée. De ceux et celles qui ont répondu à la question, 35 p. 100 ont dit qu'on leur avait demandé de fournir des services en français dans le cadre de leur travail au gouvernement de la Nouvelle-Écosse au cours des 12 mois précédents (le 2<sup>e</sup> rang du pourcentage le plus élevé parmi tous les ministères du gouvernement).

Pour en savoir plus sur l'inventaire des publications en français, y compris le présent plan, veuillez communiquer avec :

*Harold Rennie*

*Coordonnateur des services en français*

*Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance*

*2021, rue Brunswick, Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2S9*

*902-424-7043*

[Harold.Rennie@novascotia.ca](mailto:Harold.Rennie@novascotia.ca)

# Progrès réalisés par rapport aux buts et aux objectifs pour 2016-2017

Le *Plan de services en français de 2016-2017* soulignait **qu'il fallait une équipe complète pour les programmes et les services en français** afin de mettre en œuvre les politiques et les procédures, de créer des possibilités d'expériences culturelles et linguistiques en français langue seconde et de donner suite aux initiatives découlant du plan d'action.

- Le poste dont les tâches sont de faciliter les programmes nationaux et de recruter des participants pour ces programmes a été pourvu au début de l'exercice financier. Les programmes en question sont Explore, Odyssée et Destination Clic. Pour en savoir plus sur ces programmes, allez à la section « Contribution à la préservation et à l'essor de la communauté acadienne et francophone » à la page 11.
- Nous avons eu de la chance de pourvoir le poste de réviseur. La personne embauchée comme réviseuse a aussi une formation en traduction. Ainsi, en plus de réviser les documents traduits, elle prend la relève quand le traducteur est en vacances ou que la charge de travail est élevée. Cela a grandement amélioré notre capacité d'offrir des services en français.
- Le premier pilier du *Plan d'action en matière d'éducation* repose sur des partenariats efficaces avec des organismes communautaires, des entreprises et d'autres ministères. Une personne a été nommée de façon provisoire à la direction de la Division des partenariats pour les programmes de langue française.
- En plus de coordonner les demandes de traduction, le coordonnateur des services en français continue de participer aux réunions du Comité de coordination des services en français et de compiler des informations provenant de tous les services du MEDPE en vue de la rédaction du plan annuel de services en français.

Les cours de français offerts aux employés du gouvernement provincial qui sont financés par l'Office des affaires acadiennes et de la francophonie (OAAF) et offerts par l'Université Sainte-Anne, font partie d'une des activités principales du plan opérationnel de la DPSLF qui est **d'encourager les élèves, les parents, les enseignants et les employés du MEDPE à participer à différentes activités d'apprentissage du français ou de la culture acadienne et francophone**. Durant l'hiver 2017, six employés du MEDPE ont suivi des cours de français et neuf ont suivi l'atelier *Acadie at a Glance* offert par l'OAAF. De plus, les employés de la DPSLF ont fourni à temps des informations sur les activités organisées dans la province pour souligner la Journée de la fête nationale des Acadiens et des Acadiennes, le 15 août. Une liste comportant 15 activités a été dressée, envoyée à tous les employés du MEDPE et transmise à l'OAAF pour être diffusée dans toute la province.

Cette année, toutes les divisions et toutes les directions du MEDPE organisent des journées portes ouvertes pour faire connaître à leurs collègues leurs activités et leurs responsabilités. La journée portes ouvertes de la DPSLF a eu lieu le 8 mars 2017. La DPSLF a présenté les services de traduction, les programmes nationaux, comme Explore et Destination Clic, le programme



d'échange Québec–Nouvelle-Écosse, l'histoire des Acadiens et le rôle d'un coordonnateur des services en français au gouvernement provincial. La DPSLF a aussi présenté les programmes d'immersion en français, de français de base et le diplôme d'études en langue française (DELF). Les employés du MEDPE qui ont visité les différents stands ont été invités à prendre des livres en français et une réglette de clavier pour les lettres avec accents. Il y a eu un tirage dont les prix étaient des cartes cadeaux à divers restaurants, pâtisseries et chocolatiers français. Cela s'est révélé très efficace pour attirer un grand nombre d'employés à participer à une activité d'apprentissage culturel.

Une autre activité clé du plan opérationnel de la DPSLF est d'évaluer **l'efficacité de la prestation des projets et des initiatives liés aux services en français existants**. Bien que cette activité fasse essentiellement référence au système scolaire, le personnel a aussi été engagé dans l'évaluation de l'offre de cours de français pour les employés du gouvernement au sein d'un sous-comité du comité de coordination des services en français. Après de nombreuses discussions sur les façons d'améliorer la procédure d'inscription, d'augmenter le nombre d'endroits où sont offerts les cours de français et de clarifier les politiques sur qui peut ou devrait suivre de tels cours, le sous-comité a élaboré une politique sur la formation en français. La politique devait être transmise au comité des sous-ministres sur les services en français dans la deuxième moitié du mois de février 2017.

Cette année, **nous avons accru notre présence dans les médias sociaux** d'une façon qui rejoint aussi le deuxième objectif du *Plan stratégique de la Nouvelle-Écosse* pour les services en français 2013-2018. CNE a demandé aux employés de la DPSLF de créer un certain nombre de messages en français sur diverses activités dont la promotion est faite à l'aide de @nseducation, comme la Journée de l'éducation 2016 célébrée le 23 novembre et dont le thème était « L'océan : notre terrain de jeu » et la Journée internationale des enfants célébrée le 20 novembre.

En 2016-2017, le travail d'élaboration d'un nouveau **site Web** pour la DPSLF a commencé à intégrer le contenu sur le programme de français langue première et celui sur le programme de français langue seconde, tel qu'il a été indiqué dans le plan annuel. Au cours de l'été 2016, l'échéancier pour l'élaboration du nouveau site Web a été révisé quand de nouvelles lignes directrices pour tous les sites Web du gouvernement ont été introduites. Deux des employées de la DPSLF veillent actuellement à ce que l'accès à certains renseignements existants en français, notamment le plan de services en français, les demandes aux programmes Odyssee et Explore et le glossaire de termes en français utilisés au MEDPE.

# Objectifs visant à améliorer les services en français en 2017-2018, et mesures prévues pour atteindre ces objectifs

Les employés de la DPSLF poursuivront des initiatives visant l'amélioration du service et des ressources offerts aux parties prenantes. En voici quelques-unes :

- améliorer le partenariat avec les maisons d'édition régionales comme Bouton d'Or Acadie, pour trouver et acheter des ressources qui reflètent la culture acadienne et qui seront utilisées dans les salles de classe des écoles francophones et anglophones;
- établir une relation avec l'agent de liaison acadien à la Municipalité régionale d'Halifax (MRH) pour promouvoir les programmes Odyssée, Explore et Destination Clic dans les établissements de la MRH;
- travailler avec la Division des services afro-canadiens et la Division des services mi'kmaq pour trouver des ressources en français pour les salles de classe qui reflètent un enseignement qui tient compte des différences culturelles, et appuyer les réseaux pertinents sur le plan culturel pour les apprenants qui ont le français comme langue première ou comme deuxième langue;
- travailler avec les élèves du secondaire qui sont inscrits au programme coopératif (le nombre d'élèves francophones ou francophiles qui sont dans ce programme et qui recevront du tutorat d'employés de la DPSLF passera à deux);
- communiquer avec les personnes qui détiennent les droits à la propriété intellectuelle et avec la section de publications et de graphisme du MEDPE pour ce qui est du contrôle de la qualité et des droits d'auteur;
- siéger à plusieurs comités, comme le Comité de coordination des services en français, son sous-comité de la formation, et le comité chargé de la promotion de la Semaine de la promotion de l'éducation acadienne et francophone.

En 2016-2017, la DPSLF a entrepris l'élaboration d'une stratégie sur l'importance d'appuyer l'enseignement du français. Le travail nécessitera une consultation à grande échelle auprès des parties prenantes et se poursuivra en 2017-2018.

Tel qu'il a été indiqué précédemment, des discussions ont été entreprises en 2016-2017 pour créer un nouveau site Web pour la DPSLF afin d'intégrer le contenu des programmes de français langue maternelle et de français langue seconde. Actuellement, CNE met en œuvre la nouvelle stratégie Web du gouvernement qui s'éloigne du modèle de ministère par ministère pour adopter une approche unique pour l'ensemble du gouvernement. Pour appuyer ce changement au MEDPE en 2017-2018, on s'attend à ce que des employés de la DPSLF suivent des séances de formation Web organisées par CNE à l'intention des créateurs de contenu. Cela fait partie de l'effort de veiller à la présence de contenu en français sur les sites du gouvernement et à la publication simultanée de tout contenu offert en français et en anglais.

La révision et le peaufinage des programmes continueront. Les documents nécessaires seront traduits à mesure qu'ils seront préparés. Le MEDPE déterminera les ressources appropriées en français concernant l'éducation sur les traités et sur les cultures mi'kmaq, afro-néoécossaise et gaélique; au besoin, il en achètera ou en fera traduire. Il devra aussi établir un processus pour trouver les ressources utilisées en classe par les enseignants du programme d'immersion en français qui ont besoin d'être traduites.

La DDPE étudie un document qui devra être traduit en 2017-2018. Il comprendra entre autres les normes de formation en éducation de la petite enfance, les modifications à la loi sur les garderies (*Day Care Act*) et au règlement régissant les garderies (*Day Care Regulations*), les changements au *Manuel des titulaires de permis* et les changements au texte *Signaler les mauvais traitements et la négligence dans les garderies et enquêter sur les allégations*. Le cadre pédagogique pour l'apprentissage des jeunes enfants en Nouvelle-Écosse est prêt pour le projet pilote en avril.

## Priorités de la communauté acadienne et francophone

La Nouvelle-Écosse est fière d'avoir un conseil scolaire provincial qui se consacre à l'éducation et à la culture des élèves dont la langue maternelle est le français. Le CSAP vise à offrir une éducation de grande qualité aux élèves tout en les aidant à acquérir un sentiment de fierté et d'engagement envers la langue française, leur culture et leur communauté. Nous nous sommes aussi engagés à aider nos sept conseils scolaires anglophones à offrir des programmes d'immersion en français et des cours de français de base pour développer les compétences des élèves en français langue seconde. La capacité des élèves de communiquer couramment dans les deux langues officielles accroît leur employabilité et contribue à la diversité culturelle de la province.

Compte tenu de notre engagement envers nos communautés acadienne, francophone et francophile, une grande partie des services en français dont il est question chaque année dans les plans de services annuels comprend de l'aide pour les élèves, les enseignants, les administrateurs et le personnel de ces programmes, de même que pour les parents et les tuteurs de ces élèves.

Nous encourageons les communautés acadienne, francophone et francophile à nous faire parvenir leurs suggestions et commentaires sur nos services et à nous indiquer dans quel domaine ou programme nous pourrions commencer à offrir des services en français ou améliorer les services déjà offerts pour répondre à leurs besoins. Les conseillers et les hauts fonctionnaires des conseils scolaires communiquent régulièrement avec le directeur général et le personnel de la DPSLF.

Trois consultations tenues en 2016-2017 auxquelles ont participé les parties intéressées sont dignes de mention.

- Pour contribuer au succès et aux réalisations des élèves, le MEDPE a entrepris la préparation d'une politique provinciale sur l'assiduité des élèves pour établir des attentes claires et uniformes sur l'assiduité dans les écoles publiques. Le document de travail et le sondage en ligne ont été traduits en français.
- L'élaboration d'un cadre pour les normes d'enseignement a nécessité des séances de consultation régionales dans chaque conseil scolaire, y compris une consultation en français auprès du CSAP.
- L'Université Sainte-Anne a été admise aux discussions avec les universités au sujet des programmes du baccalauréat en éducation et des normes d'enseignement.

Comme par le passé, les employés de la DPSLF ont assisté à l'assemblée générale annuelle de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE) et à des réunions du comité chargé de la promotion dans le cadre de la Semaine de la promotion de l'éducation acadienne et francophone, d'autres occasions d'entretenir de bonnes relations de travail avec la communauté acadienne et francophone et de promouvoir l'éducation et la construction identitaire.

## Contribution à la préservation et à l'essor de la communauté acadienne et francophone

Le nombre d'inscriptions dans les écoles du CSAP est passé de 5280 en 2014-2015 à 5466 en 2015-2016. Le nombre d'inscriptions pour les programmes d'immersion est resté le même malgré une diminution de la population d'âge scolaire dans la province. Il faut souligner que l'intérêt des élèves et de leurs parents pour des cours de français intensifs en 5<sup>e</sup> et en 6<sup>e</sup> année augmente et que tous les conseils scolaires anglophones offrent maintenant ces cours.

La coordonnatrice des programmes nationaux et des bourses travaille au sein de la DPSLF et profite du soutien actif des autres membres du personnel de la DPSLF tels que Explore, Odyssee et Destination Clic. Ces programmes offrent de nombreux avantages aux Acadiens, aux francophones et aux francophiles, y compris du soutien à l'Université Sainte-Anne (étudiants au programme d'immersion française), du soutien au CSAP (placement des moniteurs de langue, parmi lesquels plusieurs sont des étudiants acadiens), et du soutien aux jeunes dans la communauté en général (par le programme Destination Clic, qui permet aux jeunes francophones de vivre leur langue et leur culture de façon plus approfondie grâce à des séjours dans d'autres communautés francophones.)

En augmentant la visibilité de ces programmes, nous augmentons le rayonnement du français ce qui renforce la communauté acadienne et francophone. En 2016-2017, le profil de ces programmes a été accru en ciblant, au sein du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, la communication avec les parents d'enfants admissibles, en augmentant la visibilité dans les médias locaux de langue française et par la présence d'agents de promotion à la foire du livre francophone et à Scotia Square, et par la projection du film *Droit comme un F* en octobre 2016 à l'École secondaire du Sommet. L'Alliance française et le CSAP ont organisé la projection à laquelle ont assisté des représentants du CSAP, de l'Université Sainte-Anne et de la FANE. D'autres exposés et stands, par exemple lors d'un barbecue pour les nouveaux arrivants, aux cours de conversation en anglais offerts à la bibliothèque publique à Alderney Gate, et pendant l'activité Winter-By-the-Sea organisée par l'Association des services aux immigrants de la Nouvelle-Écosse, visaient à encourager des nouveaux arrivants admissibles à participer au programme Explore.

Le personnel de la DPSLF a renforcé ses liens avec la communauté par sa participation au Halifax Languages Consortium (HLC). Le HLC fait la promotion de l'enseignement et de l'apprentissage des langues en présentant des mesures concrètes et en désignant des groupes de travail chargés de faire rapport. La coordonnatrice des programmes nationaux et des bourses a aidé à planifier le sommet sur la valeur des langues en Nouvelle-Écosse tenu en novembre 2016.

La DDPE, qui fait partie du MEDPE depuis 2013, contribue à la préservation et à l'essor de la communauté acadienne et francophone depuis de nombreuses années. Elle faisait partie

auparavant du ministère des Services communautaires. La mise en œuvre des services d'interventions préventives qui sont offerts en français aux familles dans les régions de Clare, d'Argyle et de Strait est une activité importante de cette direction. En décembre 2016, 62 familles acadiennes et francophones dans la province recevaient des services, une augmentation de 36 familles depuis décembre 2015.

Dans une province surtout anglophone comme la Nouvelle-Écosse, beaucoup de parents ayants droit qui choisissent d'inscrire leur enfant dans une école de langue française ont besoin d'aide en ce qui concerne leur propre utilisation du français. De plus, avec l'addition de la DDPE, le MEDPE a de nouvelles responsabilités envers les parents d'enfants d'âge préscolaire. *Je parle français avec mon enfant* vise à fournir une formation de base en français aux parents dont la langue maternelle n'est pas le français ou à ceux qui ont besoin de perfectionner leur français afin qu'ils puissent contribuer à la réussite de leurs enfants à l'école. De cette manière, le projet appuie l'éducation — secteur d'intérêt du gouvernement provincial — et fait appel à la collaboration entre les ministères afin de permettre aux jeunes Néoécossais d'avoir le meilleur départ possible dans la vie.

En 2016-2017, le programme a aidé 235 adultes comparativement à 152 l'année précédente, soit une augmentation de 55 p. 100. Le programme a été offert aux endroits suivants : West Chezzetcook, Clare, Dartmouth (deux groupes), Halifax (deux groupes), Île-Madame, Argyle, Truro, Greenwood, Chéticamp, Rive-Sud (deux groupes) et Lower Sackville. Les endroits où il y a eu le plus de participants sont sur la Rive-Sud (33 comparativement à 30 l'an dernier), Dartmouth (46 comparativement à 28 l'an dernier) et Halifax (39 comparativement à 28 l'an dernier). L'expansion rapide de ce programme a exigé une augmentation du financement offert par l'OAAF au milieu de l'exercice financier.

Tout le personnel de la DPSLF a l'obligation d'être vigilant en ce qui a trait aux programmes, aux services et aux ressources fournis par la DPSLF et par d'autres divisions ou d'autres ministères et qui serviront à l'éducation des Acadiens, des francophones et des francophiles. Notre public cible profite des avantages que procurent l'uniformité et l'équité des ressources éducatives dans les deux langues.